CSO Société Civile forum

Engager la société civile pour une résilience et une transition énergétique juste en Afrique

6&7 oct. 2022

Abidjan, Côte d'Ivoire

Format hybride

NOTE CONCEPTUELLE

1. CONTEXTE

Les organisations de la société civile (OSC) sont de plus en plus impliquées dans la création de partenariats stratégiques avec les gouvernements, les entreprises et les donateurs, et sont, dans une large mesure, engagées dans les processus consultatifs officiels aux niveaux régional et continental. En effet, la société civile a un rôle diversifié à jouer dans la transformation sociale et économique de l'Afrique et, au cours des dernières décennies, la société civile dans les économies émergentes s'est transformée en un écosystème dynamique, innovant et influent, avec un pouvoir accru au-delà de son rôle et de son secteur d'intervention traditionnel. Les rôles et les responsabilités de la société civile en Afrique ont évolué parallèlement à l'évolution mondiale en termes de technologie, de mondialisation, de géopolitique et de marchés émergents. Dans la quête d'une réponse efficace aux problèmes urgents, les OSC sont de plus en plus considérées non seulement comme des défenseurs ou des prestataires de services, mais aussi comme des catalyseurs du changement, des influenceurs politiques, des incubateurs de projets, des experts et des partenaires de mise en œuvre qui tirent parti de leur proximité avec la majorité des populations vulnérables d'Afrique.

En réponse à cet engagement accru de la société civile et en étroite collaboration avec les OSC, la Banque africaine de développement organise depuis 2009 un Forum annuel de la société civile.

En 2019, la Banque a entrepris l'évaluation du Forum de la société civile au cours des 10 dernières années. Les principales recommandations étaient axées sur la nécessité pour la Banque de se rapprocher des populations qu'elle entend servir, de s'engager davantage et d'avoir un impact sur les populations à la base de la pyramide.

En 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, le Forum de la société civile a été organisé virtuellement. Cette édition a été défendue au plus haut niveau par le Président qui a réaffirmé l'engagement fort de la Banque en faveur de la participation de la société civile en appelant à des résultats concrets et mesurables et a exprimé son intention de voir le prochain forum aboutir à des résultats tangibles, les organisations de la société civile partageant leurs expériences sur la manière

dont elles ont collaboré avec la Banque pour obtenir des résultats concrets.[1]

En 2021, la Banque a organisé 5 Forums régionaux de la société civile à la place du Forum continental annuel de la société civile. Les Forums régionaux de la société civile découlent de la volonté de la Banque, à travers une approche centrée sur les personnes, d'être plus proche des personnes qu'elle sert. C'était l'occasion pour la Banque de partager sa vision régionale et les domaines prioritaires qui guident ses opérations et d'explorer les principales possibilités de renforcer la participation de la société civile au niveau régional et national. La décentralisation de cette activité permet à la Banque de boucler la boucle de la communication et de s'assurer que ses priorités de développement correspondent à celles de la majorité des populations africaines qu'elle sert. Les Forums régionaux de la société civile ont encouragé les dialogues intrarégionaux à une échelle sans précédent, favorisant des conversations franches, productives et orientées vers l'action entre le personnel de la Banque et les OSC.

2. JUSTIFICATION

La Banque africaine de développement apprécie le point de vue des organisations de la société civile en ce qui concerne le rôle de plus en plus important des considérations liées au changement climatique et aux énergies renouvelables comme base solide pour le développement durable de l'Afrique. La *stratégie décennale de la Banque (2013-2022)* est axée sur la croissance inclusive et la transition vers une croissance verte. En conséquence, la Banque met particulièrement l'accent sur la durabilité qui est au cœur de son travail, comme en témoignent plusieurs projets qui ont été approuvés, ont atteint la clôture financière ou ont été achevés ces dernières années.

Bien que l'Afrique contribue le moins aux émissions de carbone, c'est la région la plus vulnérable du monde - et le continent subit une part disproportionnée des effets du changement climatique. Cela inclut des inondations dévastatrices, de graves sécheresses et des invasions de parasites. Les récents rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) (2021 et 2022) ont montré de façon spectaculaire à quel point la crise climatique frappe les plus vulnérables.

[1] Six (6) engagements ont été approuvés par la Banque en matière de CSE : 1) renforcer les capacités institutionnelles ; 2) soutenir les OSC en matière de plaidoyer ; 3) renforcer l'engagement au niveau communautaire sur les projets ; 4) accélérer l'accès des femmes au financement ; 5) renforcer la collaboration avec les OSC sur les sauvegardes sociales et environnementales ; 6) renforcer la collaboration avec les OSC sur la lutte contre la corruption et la promotion de la gouvernance.

À ce jour, 7 des 10 pays les plus vulnérables se trouvent en Afrique, et 10 des 12 pays les plus exposés aux sécheresses dans le monde se trouvent en Afrique.

Malgré la vulnérabilité climatique élevée et bien connue de l'Afrique, le continent ne reçoit qu'un maigre 3 % du financement climatique mondial. L'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience sont essentiels pour les économies fragiles de l'Afrique, dont la vulnérabilité a été exacerbée par le changement climatique. Les pertes et dommages résultant du changement climatique sont devenus une question clé pour les parties prenantes du continent. Par ailleurs, au niveau mondial, l'adaptation et la résilience n'ont pas encore acquis la même importance que l'atténuation, car l'attention mondiale a été largement orientée vers les activités d'atténuation, qui reçoivent 90 % du financement mondial en faveur du climat.

En outre, le rapport de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) intitulé « Détermination des besoins des pays en développement parties » indique clairement que des billions de dollars sont nécessaires pour faire face à l'action climatique. Pourtant, la communauté internationale n'a pas tenu sa promesse de porter le financement du climat à 100 milliards de dollars par an d'ici 2020. Selon leur plan de mise en œuvre, le niveau de 100 milliards de dollars ne sera atteint qu'en 2023, soit trois ans plus tard que prévu.

Pour améliorer l'accès de l'Afrique au financement mondial en faveur de la lutte contre le changement climatique et accélérer les mesures d'adaptation, des défis majeurs doivent être relevés, notamment la faiblesse des capacités, le manque de gouvernance et de coordination, l'absence de priorité accordée au changement climatique dans les plans de développement nationaux, l'absence de modèles commerciaux appropriés pour soutenir l'investissement du secteur privé dans l'adaptation et le manque de responsabilité envers les populations.

Du 6 au 18 novembre 2022, l'Egypte organisera la Conférence des Parties des Nations Unies sur le climat (COP27). Cette conférence sera notamment décisive pour que les pays du sud et notamment les pays africains fassent entendre leur voix et avancent sur les sujets cruciaux pour le continent, à savoir l'adaptation, les pertes et dommages et la finance climatique. Pour une vision partagée sur le changement climatique et une voix africaine plus audible, il sera nécessaire d'avoir une bonne compréhension des enjeux des négociations par l'ensemble des parties prenantes, notamment les acteurs non étatiques, plus particulièrement la société civile africaine, pour informer, mobiliser et sensibiliser le plus grand nombre et faire de la COP27 une priorité absolue de l'agenda climatique

.

international cette année.

Cette année, la COP27 sera organisée en Afrique. En plaçant la question climatique au premier plan de l'ordre du jour de ses Assemblées annuelles 2022 sur le thème « Atteindre la résilience climatique et une transition énergétique juste pour l'Afrique », la Banque se donne les moyens de soutenir le continent pour cet événement majeur. En plus de son rôle traditionnel d'appui aux États et aux experts du continent pour les négociations climatiques, la Banque a sollicité tous les acteurs y compris la société civile afin de réunir toutes les synergies pour porter haut la position de l'Afrique dans cette COP27.

L'Égypte a récemment intensifié ses discussions avec les pays africains afin de déterminer les besoins du continent avant la COP27. Il s'agit d'un engagement important en vue d'offrir une COP27 inclusive qui produirait des résultats tangibles permettant de réaliser un saut qualitatif pour le continent africain sur la question du changement climatique.

La Banque s'engage pleinement en faveur de la participation de la société civile, car c'est l'un des moyens les plus efficaces de garantir une croissance économique inclusive et une transition rapide vers une croissance verte sur le continent. La COP27 (la « COP Afrique ») représente une occasion en or pour l'humanité d'inverser le cours des choses face à cette menace existentielle, ainsi qu'une plateforme mondiale permettant à chacun d'entre nous d'amplifier la voix et la position commune de l'Afrique sur le changement climatique.

Le Forum de la société civile de cette année se tiendra donc sous le thème ***« Collaborer avec la société civile en vue de la résilience climatique et d'une transition énergétique juste en Afrique »,*** en cohérence avec le programme de la Banque concernant le changement climatique et de la transition énergétique. C'est un thème commun aux Forums régionaux de la société civile qui se sont tenus en 2021. Les Forums régionaux ont identifié le financement du climat, la transition énergétique et la résilience climatique comme des sujets importants à approfondir en 2022.

Le Forum 2022 sera l'occasion pour la société civile, la Banque, les dirigeants africains, les institutions internationales et les champions et ambassadeurs africains du changement climatique de partager leurs points de vue sur le rôle de la société civile concernant la question de l'adaptation au climat pour une croissance résiliente en Afrique, de discuter des principaux défis, des options et principalement des possibilités d'encourager la société civile à s'engager sur cet agenda important.

3. OBJECTIF ET APPROCHE DU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2022

Le Forum de la société civile 2022 fournira un cadre à la Banque et aux OSC pour un dialogue structuré en vue de la COP27 et présentera les pratiques de référence des OSC au niveau communautaire.

3.1. THÉMATIQUES DU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2022

Sous le thème du changement climatique, le Forum 2022 portera essentiellement sur les quatre sous-thèmes suivants qui ont le potentiel de regrouper toutes ces préoccupations de manière transversale :

- **Renforcer la résilience climatique et soutenir le développement rural :** le rôle des réseaux de proximité et des organisations communautaires
- **Genre et financement du climat : des obstacles aux solutions réalisables**
- **Systèmes alimentaires inclusifs et porteurs de transformation en Afrique :** faire face au changement climatique et à l'adaptation pour les communautés agricoles locales/petits exploitants agricoles
- **Transition énergétique équitable :** rôles de la Banque africaine de développement, de la société civile africaine et des autres parties prenantes.

Les quatre sous-thèmes sont identifiés dans des circonstances particulières pour l'Afrique en termes de perspectives et avec un accent particulier sur l'adaptation. Leur valeur ajoutée est de servir de points d'entrée pour des actions réalistes et à fort impact, tant au niveau continental que national et surtout local, en vue d'améliorer la vie des communautés.

Chaque thème sera développé sous forme de document thématique afin d'orienter les discussions en vue d'engagements conjoints entre la Banque et les OSC.

THÉMATIQUE 1. RENFORCER LA RÉSILIENCE EN VUE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL : RÔLE DES COMMUNAUTÉS ET DES ORGANISATIONS DE PROXIMITÉ

- Les organisations de proximité et les communautés en première ligne ont souvent une meilleure compréhension des vulnérabilités locales et trouvent des réponses adaptées au contexte pour y faire face.

- La mise en œuvre de mesures d'adaptation et de résilience pragmatiques et équitables nécessite que les femmes, les jeunes, les personnes handicapées, les déplacés et les peuples autochtones soient au cœur de la conception et de la prise de décision.
- En collaborant avec divers réseaux, partenariats, organisations et initiatives, la Banque s'efforce, par le biais d'une collaboration multipartite inclusive, d'amplifier l'importance cruciale de l'adaptation locale et de soutenir les actions entreprises par les communautés du continent.
- Cette session permettra de partager les pratiques de référence et de discuter des moyens d'amplifier les voix des communautés en première ligne de l'impact climatique. Ceci est crucial pour assurer une résilience inclusive et porteuse de transformation qui accélère la justice climatique et une transition juste.
- Questions à prendre en compte : fragilité, vulnérabilité, développement local et participation communautaire.

THÉMATIQUE 2. GENRE ET FINANCEMENT DU CLIMAT : DES OBSTACLES AUX SOLUTIONS RÉALISABLES

- Les femmes représentent plus de 50 % de la population totale du continent, mais elles n'ont généré que 33 % du produit intérieur brut (PIB) collectif du continent en 2022. Par ailleurs, elles sont souvent touchées de manière disproportionnée par les effets du changement climatique, en grande partie en raison de la persistance de normes et de discriminations liées au genre.
- Une étude réalisée par l'institut mondial McKinsey a révélé que 12 milliards de dollars pourraient être ajoutés au PIB mondial d'ici 2025 en faisant progresser l'égalité des femmes. Selon le groupe de la Banque africaine de développement, l'élimination des inégalités entre les sexes et l'autonomisation des femmes pourraient accroître le potentiel productif d'un milliard d'Africains, ce qui donnerait une impulsion considérable au potentiel de développement du continent.
- Par conséquent, au cours des dernières années de négociations internationales sur le changement climatique, il a été établi et convenu par les gouvernements du monde entier, qui sont parties à la CCNUCC, que l'égalité des sexes et la garantie des droits humains des femmes sont nécessaires pour agir efficacement sur l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à celui-ci. La CCNUCC a donc adopté le programme de travail de Lima sur le genre (LWPG) et le plan d'action sur le genre (PAG). Les parties s'engagent à respecter la parité homme-femme dans le cadre de leur action en faveur du climat, et le PAG fournit une feuille de route des activités permettant de démontrer cet engagement.

- La prise en compte du genre dans les CDN des pays africains a également connu des progrès. Par exemple, 74 % des pays ont reconnu le rôle et l'autonomisation des femmes dans leurs CDN 2020/2021, contre 37 % en 2015, et 71 % des pays africains ont inclus des considérations de genre dans les actions, objectifs et indicateurs d'atténuation et d'adaptation, contre 3 % en 2015.
- L'aspect genre doit être pris en compte lors de l'élaboration de stratégies de mobilisation des ressources, de l'application des instruments de financement du climat et de la garantie d'une participation égale au déploiement des ressources financières, en particulier au niveau local.
- Un examen intermédiaire de l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités du plan d'action pour l'égalité des sexes sera réalisé lors de la 56e session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI56), qui se tiendra à Bonn (juin 2022) dans le cadre des négociations intersessions de la CCNUCC, et lors de la 27e Conférence des Parties (COP27) à Sharm El-Sheikh (novembre 2022).
- Cette session pourrait apporter une contribution majeure aux discussions qui se tiendront lors de la COP27 sur la manière de favoriser la prise en compte du genre lors de l'élaboration de stratégies de mobilisation des ressources, de l'application des instruments de financement du climat et de la garantie d'une participation égale au déploiement des ressources financières, en particulier au niveau local.
- Ce serait également l'occasion de mettre en avant les initiatives phares qui soutiennent l'action locale en matière de genre et de changement climatique et améliorent les possibilités de participation des femmes à l'économie verte, notamment en veillant à ce que les femmes bénéficient également des projets de développement axés sur les technologies propres, les énergies renouvelables, l'agriculture intelligente sur le plan climatique et l'inclusion financière.
- Questions à prendre en compte : équité, accès au financement, négociatrices en matière de climat, innovation sociale, programme de travail de Lima sur le genre et plan d'action sur le genre.
- Meilleures pratiques sur le genre et le financement du climat : OSC financées par l'ACCF de la Banque, AFAWA, Formation à la négociation pour les femmes lors de la COP27.

THÉMATIQUE 3. SYSTÈMES ALIMENTAIRES INCLUSIFS ET PORTEURS DE TRANSFORMATION EN AFRIQUE : FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR LES COMMUNAUTÉS LOCALES

- La contribution du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) au sixième rapport d'évaluation (AR6) montre que l'agriculture subit les effets négatifs du changement climatique, entravant ainsi la capacité des populations à répondre aux besoins humains, notamment en Afrique. Le changement climatique menace en effet les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de millions d'agriculteurs, en particulier les petits exploitants, en réduisant le rendement des cultures et en augmentant l'incidence des maladies animales. En quelques années seulement, cela pourrait entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires, jusqu'à 84 % d'ici 2050, et une insécurité accrue des moyens de subsistance des agriculteurs, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Le changement climatique affecte également la santé des sols et réduit la biodiversité, deux éléments essentiels à la production alimentaire.
- L'importance de l'agriculture, de l'utilisation des terres et des systèmes alimentaires dans la lutte contre le changement climatique a été soulignée en 2021 lors du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et de la COP26 à Glasgow. Toutefois, compte tenu de la gravité des incidences du climat sur les systèmes agricoles et de l'imminence d'une crise mondiale des systèmes alimentaires, les prestataires de services financiers publics doivent élaborer des plans et des financements concrets pour la résilience de l'agriculture.
- Les investissements à long terme pour faire face au changement climatique dans l'agriculture, l' élevage et les systèmes alimentaires sont essentiels, et l'environnement favorable à la mobilisation des ressources pour mettre en œuvre des actions aux niveaux local, national et international doit être amélioré, en tenant compte des différents systèmes agricoles et des circonstances nationales.
- En cette année 2022 baptisée année de la nutrition par la Commission de l'UA, la tenue de la COP27 à Sharm El Sheikh souligne le besoin crucial de financement en faveur des mesures d'atténuation et d'adaptation. Cette année représente également une opportunité évidente de jeter un pont entre le climat et la sécurité alimentaire, en créant des moyens durables et de haute qualité pour soutenir l'adaptation agricole, ancrés dans un programme dirigé par l'Afrique.
- Cette session explorera comment des interventions concrètes peuvent renforcer la résilience au

changement climatique et nourrir équitablement le le continent. Elle permettra également de discuter de la manière d'atteindre efficacement les petits exploitants avec des technologies adaptées au climat et des mécanismes de financement nécessaires pour soutenir les actions climatiques et obtenir des avantages en matière de co-développement dans les systèmes alimentaires sans causer de dommages.

- Cette session sera également une contribution au dialogue en cours sur le travail conjoint de Koronivia sur l'agriculture (KJWA) qui est le premier résultat substantiel et la première décision de la COP de la CCNUCC dans l'histoire du point de l'ordre du jour sur l'agriculture qui est en négociation depuis 2011. Le projet de décision sera examiné et adopté par la COP27 en Egypte.
- Questions à prendre en compte : économie verte, initiatives spéciales de la Banque (TAAT, SAPZ...), agro-business vs agriculture familiale, sécurité alimentaire, partage d'expérience (réseaux régionaux PAFO...).
- Meilleures pratiques et exemples de réussite : coexistence des petites, moyennes et grandes exploitations agricoles ; stratégies d'adaptation.

L'un des éléments clés de la position africaine discutée lors de la préparation de la COP27 est le grand besoin d'intensifier la mise en œuvre des meilleures pratiques, innovations et technologies dans une approche inclusive et participative qui inclut les agriculteurs, les populations autochtones, les communautés locales et vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, et qui combine les connaissances scientifiques et traditionnelles. Ces trois sessions contribueront à ce débat.

THÉMATIQUE 4. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ÉQUITABLE : RÔLES DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT, DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE ET DES AUTRES PARTIES PRENANTES.

- Il est largement admis que pour parvenir à un développement durable et écologique, le système énergétique tel que nous le connaissons devra être profondément modifié. En effet, le secteur de l'énergie contribue à 70 % aux émissions de gaz à effet de serre (GES) et donc à la crise climatique. C'est pourquoi la transition énergétique a été au centre des discours politiques mondiaux sur la transition, considérée comme un facteur crucial de développement durable et de résilience climatique. En conséquence, des appels incessants ont été lancés en faveur d'une transition énergétique.

- Pourtant, l'Afrique doit combler d'énormes retards de développement dans de nombreux domaines, et ce de toute urgence et, surtout, à grande échelle. La grande majorité du déficit mondial en matière d'accès à l'électricité se situe en Afrique. Avec 17 % de la population mondiale, l'Afrique ne représentait que 3,2 % des plus de 27 000 térawattheures d'électricité produits et 3,4 % de l'énergie primaire consommée dans le monde en 2019. Près de 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité de base, des centaines de millions d'autres n'ont pas accès à l'électricité à des fins productives. Remédier à ce déficit énergétique urgent reste une priorité centrale du continent. Sans une approche plus équitable qui s'adresse aux réalités et au contexte de l'Afrique, le développement économique et la prospérité partagée de l'Afrique continueront d'être considérablement limités, mettant en péril la réalisation des objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063.
- Malgré cela, les pays africains restent des membres actifs de la communauté mondiale, à l'avant-garde du défi climatique, et sont attachés aux objectifs de l'accord de Paris, que tous les pays africains ont signé. Il est essentiel que l'Afrique relève les défis, qui se renforcent mutuellement, de la résolution de sa crise énergétique et de la lutte contre le changement climatique.
- De nombreux pays d'Afrique restent fortement dépendants du diesel/fuel lourd pour satisfaire leurs besoins énergétiques, et toute opportunité de s'éloigner de ces sources coûteuses et à forte émission de carbone doit être accueillie favorablement. Cependant, en tant que combustible de transition plus propre, les pays africains disposant de réserves de gaz naturel doivent être en mesure de les développer dans le cadre des stratégies de leurs voisins pour répondre aux impératifs nationaux. L'investissement dans le gaz doit donc faire partie de la stratégie de transition juste de l'Afrique en l'aidant à s'attaquer aux déficits énergétiques tout en renforçant l'action climatique.
- Les énergies renouvelables peuvent soutenir le développement économique, l'innovation et l'amélioration de l'accès aux services énergétiques en Afrique. Mais le passage à une économie reposant sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables entraînera des changements à de nombreux niveaux. Nous devons veiller à ce que les avantages et les impacts soient répartis de manière équitable, analyser les inégalités éventuelles et travailler collectivement pour assurer une transition généralisée qui soit juste et équitable.
- Le discours dominant sur les transitions justes la présente comme une situation généralement

« gagnant-gagnant » dans laquelle la croissance ne doit pas être découplée d'un environnement propre, en particulier dans le contexte de l'Afrique où le continent est encouragé à exploiter ses abondantes ressources en énergie renouvelable, ce qui l'oblige à renoncer à l'exploitation de ses ressources en combustibles fossiles. En outre, comme l'Afrique est largement « libérée » des processus de production à forte intensité de carbone, l'argument est que cela rendrait la transition plus acceptable en lui évitant les problèmes de modernisation auxquels sont confrontées les économies plus avancées.

- La capacité à déterminer la vitesse, l'ampleur et le calendrier de la transition sera importante, tout comme les connaissances et les compétences nécessaires pour permettre la prise de décisions importantes en matière de transition.
- Questions à examiner : perspective africaine sur la transition énergétique juste, rôle de la Banque africaine de développement (politique énergétique, plan d'action sur le changement climatique, etc.) et de la société civile africaine (force de proposition, alternatives, responsabilité), feuille de route sur la voie de la COP27.

3.2. ORGANISATIONS DES SESSIONS THÉMATIQUES

Chaque session sera organisée sous forme de table ronde et durera environ 2 heures.

Le Vice-président du Complexe du développement agricole, humain et social (AHVP) encadrera la session de table ronde thématique par une présentation introductive.

- Jusqu'à trois (3) « introductions » qui lanceront chaque session par de brèves remarques d'une durée maximale de 10 minutes par intervenant.
- Des discussions ouvertes suivront sur les principales questions soulevées et les questions pré-identifiées.
- La session permettra aux participants de s'engager dans un dialogue interactif sur le sujet, animé par un modérateur professionnel.
- La session sera ouverte au public en ligne pour des questions, commentaires et contributions.

Les résultats des tables rondes sont les suivants :

- Convenir d'un plan d'action avec des actions clés réalistes et mesurables à mettre en œuvre.
- Identifier les actions clés et les messages clés pour la COP27.

- Préparer une résolution sur chaque thématique à présenter lors de la COP27 sur la base des enseignements tirés de la COP26 et de la COVID-19, conformément à l'agenda convenu entre les OSC et la Banque.

4. DATES ET FORMAT DU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2022

Le Forum de la société civile sera organisé du **06 au 07 octobre** en format hybride.

Le Forum 2022 est cofinancé par le Fonds fiduciaire de coopération économique Corée-Afrique (KOAFEC).

La Banque africaine de développement gère le fonds fiduciaire KOAFEC en étroite collaboration avec le ministère coréen de l'économie et des finances.

Les panélistes, les membres du Comité de la société civile de la Banque et les invités des sessions spéciales se rencontreront physiquement.

L'audience principale sur le continent restera virtuelle grâce aux plateformes dédiées de la Banque. Une application mobile informatique est en cours de développement.

La participation du public à partir des bureaux nationaux de la Banque par visioconférence sera envisagée lorsque les protocoles Covid-19 le permettent.

5. AGENDA DU FORUM

L'ordre du jour sera organisé autour de différents événements :

- **Cérémonie d'ouverture :**
  - Lancement officiel du Forum avec des officiels
  - Conversation entre le président de la Banque, les invités spéciaux et les champions des OSC
  - Présentation par la Banque et les OSC d'une vidéo sur les réalisations du CSE
- **Point sur la collaboration de la Banque avec la société civile** et la responsabilité à la lumière des engagements de la Banque sur le CSE.

- **Tables rondes sur les 4 thématiques** : Résilience climatique - Genre et financement climatique - Systèmes alimentaires - Transition énergétique juste
- **Sessions animées par les OSC**
- **Cérémonie de clôture** : conclusions et perspectives.

6. GROUPE DE TRAVAIL SUR L'ORGANISATION DU FORUM DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2022

Un Groupe de travail dans l'esprit de l'approche « une seule banque » est mis en place pour soutenir l'organisation du Forum (et du pré-forum), sous la supervision de la VP-AHVP et de la Directrice AHGC.

Le groupe de travail est composé des membres suivants : Bureau du Président, cabinet AHVP, Secrétariat général, ECAD, URPR, PCER, CHIS, SNSP, PIAC, BCRM, SNSC, ECGF, PSEC, PSEG, SNOQ, CHLS, RDTS et d'autres départements et unités concernés.

AHGC2 assure le secrétariat du groupe de travail.

Le groupe de travail se réunit tous les mercredi après-midi et selon les besoins pour donner les grandes orientations et assurer le monitoring des instances organisationnelles.